

Communauté d'Afrique de l'Est – Ouganda Par le SE de Kampala



Les défis de l'irrigation en Ouganda

L'Ouganda dispose d'abondantes ressources en eau et - avec deux saisons des pluies - d'un climat particulièrement favorable à l'agriculture. Ce secteur, un des piliers de l'économie, reste malgré ses atouts naturels relativement peu compétitif et sa modernisation est lente en raison de sa configuration qui se caractérise par la présence de très nombreuses petites exploitations. Dans ces conditions, l'irrigation agricole, en particulier à grande échelle, est largement sous-développée et son essor est limité par des défis structurels tels que le manque de financement et la difficulté à mettre en place une gouvernance efficace pour la gestion des infrastructures. Seule l'irrigation à petite échelle semble offrir des perspectives prometteuses.

Le secteur agricole ougandais recourt très peu à l'irrigation malgré son potentiel

Le secteur agricole contribue à 24% du PIB ougandais et emploie 63% de la population active. Le pays compte des exploitations essentiellement de petite taille (22% ont moins de 1 ha et 58% entre 1 et 5 ha). Plus de deux tiers des exploitations pratiqueraient une agriculture de subsistance. Les filières animales (notamment lait et aquaculture) sont en général plus développées que les filières végétales, même si l'Ouganda est le 2^{ème} producteur de bananes au monde et le 1^{er} exportateur de café en Afrique.

L'Ouganda dispose d'importantes ressources en eau. Le pays jouit de conditions climatiques plutôt favorables. Même si certaines zones (comme dans le Nord-Est) sont davantage arides, la majeure partie du pays dispose d'une double saison des pluies favorable aux cultures en plein champ. Par ailleurs, une des spécificités de l'hydrographie de l'Ouganda est la présence d'une dizaine de lacs d'importance mondiale (Victoria, Albert, Kyoga, George...) et d'une myriade d'autres de moindre taille (environ 150). Au total, les zones humides couvrent environ 16 % de la surface du pays et peuvent être utilisées à différentes fins notamment pour la culture irriguée, la pisciculture, etc.

Pourtant les infrastructures d'irrigation sont peu répandues et le potentiel d'irrigation reste largement sous-exploité. Actuellement, le rapport entre la superficie cultivée irriguée et le potentiel d'irrigation de l'Ouganda n'est que de 0,5 %, un chiffre bien inférieur à celui de la moyenne africaine (4%). Cette situation s'explique d'abord par la difficulté à mettre en place un modèle de financement adapté à la configuration du secteur agricole ougandais tel que décrit précédemment. Si les grandes exploitations détenues par les grands propriétaires fonciers recourent depuis des décennies à l'irrigation (par exemple, la société Kakira, exploitant la canne à sucre, qui a déployé ses premiers systèmes d'irrigation dans les années 1960), l'expérience des petits exploitants est tout autre avec parfois des programmes parfois controversés (par exemple une plainte déposée auprès du Mécanisme de Recours Indépendant de la **Banque Africaine de Développement (BAD)** concernant le projet d'irrigation de Wadelai, qui a nécessité l'intervention des forces de l'ordre en raison du mécontentement des agricultures lésés par le projet).

Le secteur agricole ougandais est exposé au changement climatique. Le pays se classe parmi les pays les plus vulnérables (14^{ème}) et les moins préparés (163^{ème}) aux conséquences du changement climatique. Les effets du changement climatique se traduisent par des retards dans le démarrage des saisons des pluies et des épisodes de plus fortes intensités, pouvant conduire à des pertes aux champs ou à des récoltes plus humides, favorables au développement d'aflatoxines (notamment) si pas suffisamment séchées.

L'intérêt de recourir aux infrastructures d'irrigation devrait se faire ressentir à moyen/long terme. Selon les estimations de la Banque africaine de développement (BAD), le coût de l'inaction face aux changements climatiques est nettement plus élevé à long terme que ce qui est nécessaire pour adapter les infrastructures aux pressions croissantes. D'ici à 2025, les estimations indiquent un coût annuel de l'inaction de l'ordre de 3,1 à 5,9 milliards d'USD, qui atteindra 18 à 27 milliards d'USD en 2050, en raison de la demande non satisfaite en matière d'irrigation et de biomasse.

Un secteur principalement soutenu par les programmes gouvernementaux et les PTF

Le gouvernement ougandais a classé l'irrigation au troisième rang des investissements infrastructurels les plus importants qui doivent faciliter la transformation économique du pays telle qu'elle est envisagée dans

le cadre de la Vision 2040. **Le ministère de l'agriculture a ainsi élaboré un projet de plan directeur d'irrigation pour la période 2010-2035**, qui vise à étendre l'infrastructure d'irrigation pour couvrir au moins 70 % du potentiel d'irrigation des eaux de surface d'ici à 2035 (ceci afin d'augmenter la superficie totale des terres agricoles irriguées de 14 418 ha actuellement à environ 420 000 ha d'ici 2035). A noter que **le ministère de l'eau et de l'environnement** dispose également de prérogatives en matière de projets d'irrigation créant un dédoublement administratif alors qu'il n'existe pas d'agence spécialisée pour la gestion des projets.

Pourtant les dépenses budgétaires sont relativement modestes. Lors de la présentation de la loi de finances 2024/25, le ministre des finances indiquait que les projets pour les secteurs de l'eau et de l'irrigation représentaient 12% de l'endettement total du pays (50,3% du PIB). Saluant les efforts en particulier dans le district de Lamwo avec le développement d'une infrastructure d'irrigation solaire de 750 M UGX (environ 200 000 EUR), les programmes gouvernementaux présentés sont cependant d'une taille modeste et concentrés sur l'irrigation à petite échelle. A noter que la **Uganda Development bank** (UDB) est le principal bras armé du gouvernement pour accompagner les agriculteurs ougandais à acquérir des solutions d'irrigation²³.

La plupart des partenaires internationaux déploient des projets en faveur de l'irrigation. Parmi les bailleurs multilatéraux, **la Banque africaine de développement** a soutenu des programmes d'irrigation par gravité pour améliorer la productivité des cultures vivrières, finançant, à elle seule, plus de 22 814 hectares de périmètre irrigués. La 2ème phase de son programme d'amélioration des revenus agricoles et de conservation des forêts²⁴ vient de s'achever avec succès et les travaux relatifs aux systèmes d'irrigation de Wadelai sont en cours. De son côté, **la Banque mondiale** soutient le ministère de l'agriculture et 40 collectivités locales par le biais du « *programme de micro-irrigation* » avec un financement de 300 MUSD qui doit permettre aux agriculteurs d'acquérir du matériel d'irrigation. En avril 2023, le ministère de l'eau et de l'environnement, a sollicité auprès de la **Banque islamique de développement** (BID), de la **BAD** et du **Fonds Nordique de Développement** (NDF) un financement de 90 MUSD pour le développement des systèmes d'irrigation dans les régions d'Unyama, de Namalu et de Sipi. Si les agences **japonaises** et **danoises** ont des références en matière de projets d'irrigation, l'**AFD** n'est à ce jour pas encore intervenue dans ce secteur.

Incertitudes sur le développement des infrastructures d'irrigation à grande échelle

Les projets d'infrastructures d'irrigation à grande échelle ne figurent pas dans la 4ème édition du plan de développement national (NDP IV). Le gouvernement a transmis en février 2024 aux bailleurs une note provisoire sur les orientations stratégiques du NDP IV. Si l'irrigation agricole est mentionnée dans les objectifs prioritaires, force est de constater que les actions prévues ne ciblent que les projets à petite échelle. Le Ministère de l'Eau et de l'Environnement a d'ailleurs saisi dans la foulée la « *National Planning Authority* » pour demander l'introduction des systèmes d'irrigation à grande échelle dans les priorités du NDP IV, sans résultat à ce jour.

Une présence française limitée. Les entreprises françaises, en particulier les sociétés d'ingénierie, sont actives dans le secteur de l'eau, mais sans référence majeure en matière d'irrigation.

²³ 55% du portefeuille d'UDB est consacré à la « smart agriculture »

²⁴ FIEFOC-2 – Farm Income Enhancement and Forest Conservation Programme